

NÉGOCIATION DU SECTEUR PUBLIC : SEPT JOURNÉES DE GRÈVE À VENIR EN FRONT COMMUN

Le Front commun annonce une nouvelle séquence de sept jours de grève qui se tiendra du 8 au 14 décembre 2023 inclusivement. Cette ultime séquence avant de déclencher la grève générale illimitée a pour objectif d'en arriver à une entente avant les fêtes.

Avec 420 000 membres en grève pendant sept jours dans les secteurs de la santé et des services sociaux, de l'éducation et des cégeps, cette séquence serait officiellement la plus longue grève du secteur public depuis 50 ans.

Une mobilisation qui porte ses fruits

La mobilisation historique des 21, 22 et 23 novembre derniers aura donné des résultats importants. Non seulement nous constatons un changement récent de ton sur la place publique du côté du gouvernement, mais cette séquence aura déstabilisé le premier ministre et ses député-es. La rencontre d'urgence du mercredi 22 novembre, entre François Legault et l'ensemble des députés de la CAQ sans son cabinet politique, n'est pas étrangère à la pression que nous avons exercée. (<https://www.tvanouvelles.ca/2023/11/22/un-caucus-des-ministres-sans-personnel-politique-pour-parler-franchement>)

Le lendemain, M. Legault annonçait dans les médias être ouvert à mettre plus d'argent sur la table. Les porte-paroles du Front commun lui ont alors rappelé, à juste titre, que les offres sérieuses se font à la table de négociation et que c'est à cet endroit que nous pourrions en discuter. Or, la citation a le mérite d'illustrer clairement ce que le Front commun avance depuis longtemps : de l'argent, il y en a. Si le gouvernement a dû reculer sur la ligne qu'il tient depuis maintenant un an, c'est grâce à la pression de votre mobilisation. Ce n'est donc pas le temps de lâcher, il faut continuer.

Conciliation

La demande de conciliation a elle aussi provoqué du mouvement. L'arrivée du conciliateur a notamment eu pour effet d'ajouter deux nouvelles journées de négociation la semaine dernière, soit le 22 et le 23 novembre ainsi que plusieurs séances cette semaine, entre autres les 26, 27 et 29 novembre. Les parties ont entrepris d'exposer chacune leur point de vue et de clarifier leurs positions. Bien qu'aucun élément ne soit officiellement réglé, ces discussions franches ont permis d'arrêter de tourner en rond et ont obligé le gouvernement à répondre clairement à nos demandes. Les équipes de négociations accueillent favorablement ce changement à la table, mais elles ont maintenant besoin de votre appui pour que les choses progressent vers une entente concrète. Il faut maintenir la pression et poursuivre la mobilisation.

La suite des choses

Le Front commun a toujours souhaité un règlement avant les fêtes et le mandat voté par les membres nous permettait d'utiliser des séquences de grève selon les besoins de la négociation. C'est dans cette optique que nous tenons cette ultime séquence de journées de grève. Que le gouvernement se le tienne pour dit : il s'agit du dernier avertissement. Si la négociation devait se prolonger, le gouvernement portera l'odieux des conséquences de son inaction et il devra faire face à la mobilisation monstre de nos 420 000 membres. Rappelons que le Front commun détient un mandat très fort - adopté à plus de 95 % - de déclencher une grève générale illimitée au moment jugé opportun.

Par ailleurs, les organisations membres du Front commun ont convoqué leurs instances respectives au début de la semaine du 18 décembre prochain afin de faire le point sur la négociation.

On se revoit sur les piquets de grève à partir du 8 décembre à venir pour montrer au gouvernement, d'une seule voix, que nous ne reculerons pas.